

Vers une histoire commune ?

Louis-José Barbançon

En août 2020, à la demande des services du vice-rectorat je faisais une intervention devant les chefs d'établissement. Celles et ceux d'entre vous qui ont eu le temps d'en prendre connaissance ont pu noter qu'elle est intitulée : « La Nouvelle-Calédonie : rencontre d'un peuple originel et d'un peuplement original. » Dans ce titre, les mots importants ne sont pas « peuple originel et peuplement original », non c'est la notion de rencontre qui prime. Dans les programmes, dans l'enseignement de l'histoire est-ce que l'on rend compte vraiment de cette rencontre ?

Il s'agit de savoir si l'histoire de la Nouvelle-Calédonie est un tout ou la partie d'un tout, un simple épisode de l'histoire de France, une histoire où la rencontre avec le peuple kanak et son histoire millénaire n'aurait été qu'un « hoquet », comme le dit Christophe Sand « dans un continuum mélanésien » ou au contraire, une rencontre fondatrice d'une histoire commune. Bien entendu, dans l'idéal le mieux serait de ne pas opposer le tout et la partie d'un tout et cette question ne devrait pas se poser, pourtant elle se pose et il ne faut pas la fuir.

Il s'agit de savoir si Bouéone, ceux d'Ouvanou, Ataï, Noël, les colons anonymes, les moins qu'anonymes puisque désignés par des matricules, forçats, relégués, Chan Dang, Orang Kontrak, femmes et hommes, les tirailleurs et les mobilisés de la Grande Guerre, ceux du bataillon du Pacifique, Anova Ataba et Mariotti, institutrices et moniteurs, infirmiers et médecins, missionnaires et pasteurs, religieuses et natas, celles et ceux de la *Monique*, les façonneurs de billons et les stockmen, les ouvriers du nickel et les faiseurs de tarodières, les architectes des grandes cases et les bâtisseurs de Nouméa, Yves Tual, Éloi Machoro, les vingt-cinq d'Ouvéa, Jean-Marie Tjibaou, Yeiwené Yeiwené, Jacques Lafleur, Christian Karembou et Laurent Gané, Bernard Berger et Paul Wamo, Dewe Gorodey et Claudine Jacques, Richard Digoué et Sthan Kabar-Louet, Tyssia et Gulaan, toutes et tous, et bien d'autres ont contribué et contribuent encore à l'écriture d'un récit commun ou si vous préférez : existe-t-il un récit national commun ?

Ne me faites pas l'injure de penser que je ne connais pas ou que je ne mesure pas tous les dangers, les risques qui émanent de l'écriture et de l'enseignement d'un récit historique commun, y compris d'un point de vue méthodologique ou historiographique. Au contraire, je m'en méfie comme du corona virus mais je ne me résous pas à l'injonction : le récit national est révolu. C'est vrai pour ces dernières décennies en France où ce récit est effectivement révolu mais c'est parce qu'il a existé. Après le temps du récit national, est venu, fort heureusement le temps d'autres approches. Mais dans un pays qui se cherche qui est en voie de décolonisation, comment un récit national pourrait-il être révolu alors qu'il n'a jamais existé ?

Aujourd'hui, en France, des voix s'élèvent pour remarquer que la déconstruction du récit national comme les attaques méthodologiques contre ce récit ont, tout

en étant scientifiquement fondées, largement contribué à amener la société française où elle en est : loin d'être un exemple de réussite et de cohésion sociale. Est-ce à dire pour autant que je repousse le concept d'histoire connectée ? Il me faut l'avouer : j'ai découvert l'expression la semaine dernière quand Isabelle Amiot m'a envoyé le thème de ce séminaire en évoquant une histoire connectée au monde. Jusque-là, je ne savais pas qu'une histoire pouvait être déconnectée sauf peut-être en dictature ou pour une tribu amazonienne encore inconnue.

Ce qui me consterne, c'est ce soupçon récurrent qui voudrait que faire de l'histoire calédonienne et l'enseigner, ce serait forcément faire et enseigner une histoire qui ne serait pas connectée au monde. Une histoire qui amènerait inéluctablement un repli sur soi, un nombrilisme égocentré, le triomphe de la myopie insulaire. Je ne m'attarderai pas sur l'aspect condescendant, pas tout à fait colonial mais presque, que révèlent ces jugements. Je veux juste m'interroger avec lucidité : comment pourrions-nous élaborer une histoire qui ne soit pas connectée au monde ?

Déjà, dans la période pré-européenne, les archipels, malgré l'immensité océane, n'étaient pas complètement isolés. Les relations fonctionnaient, ce que montre le Tavaka, pour citer Vaimua Muliava : « la mer (moana) n'est pas une frontière mais nécessairement la continuité de la terre (fenua) ». Les connexions entre Uvea (aujourd'hui Wallis) et Uvea lalo, c'est-à-dire Uvea d'en bas sont bien connues de même que celles avec d'autres points de la Grande-terre. Toute l'épopée de la conquête du Pacifique par l'homme montre bien qu'il ne s'agit pas de repli sur soi mais au contraire d'expansion puis de connexions.

Plus tard, bien plus tard, sont venus les Européens. L'arrivée de Cook fait entrer la Nouvelle-Calédonie, dans l'ère des découvertes par les Européens de cette région et de ces peuples du monde qui les avaient découverts et qui les parcouraient bien avant leur présence. Et le reste suit, les baleiniers et les santaliers dont certains font souche aux Loyauté, les premiers colons européens, les malabars venus pour la canne à sucre dans les bagages des Bourbonnais, la main d'oeuvre néo-hébridaise décimée sur les mines, les forçats, les déportés, les relégués, les familles des agents et militaires liées à la présence du bagne, les engagés asiatiques tenus par des contrats léonins pour les Vietnamiens et les Javanais, moins contraints pour les Japonais, les colons Feillet, la saga du nickel qui rattache le pays à l'industrialisation, les participations des tirailleurs kanak et mobilisés européens à la Grande guerre, l'entrée dans la résistance, le ralliement en 1940, les campagnes du bataillon du Pacifique, le débarquement et la présence américaine, le rapatriement des Vietnamiens, la venue des Tahitiens, des Wallisiens et Futuniens en particulier au moment de la construction du barrage de Yaté, l'installation durable des « boomistes », et je passe sur les relations maritimes séculaires et les relations aériennes. Il suffit d'énoncer, ou de décrire l'histoire calédonienne pour énoncer et décrire des connexions avant même de les analyser et de les étudier. Quelle autre région de par le monde, sur un territoire aussi restreint avec une population aussi réduite, sur un laps de temps aussi court pour ce qui concerne la période post-Cook a connu de si

nombreuses intrusions du monde extérieur ? Alors qu'on ne me dise pas qu'étudier l'histoire calédonienne comme un tout, c'est vouloir se couper du monde, d'une part, c'est insultant pour notre intelligence d'insulaires, et d'autre part, les faits que je me suis contenté d'énoncer montrent bien que la Calédonie ne peut pas être déconnectée du monde puisque ce monde n'a cessé d'y pénétrer. C'est une réalité ontologique.

Maintenant si les termes « histoire connectée » correspondent à un mouvement historiographique visant à développer un point de vue qui n'est pas européocentré, il y a bien longtemps qu'un certain nombre d'entre nous le pratiquent dans leur enseignement. Je me souviens avoir fait acheter au collège de la Rivière salée des planisphères centrés sur le Pacifique et non plus uniquement sur l'Atlantique. Je ne me souviens pas avoir enseigné que Cook avait découvert la Nouvelle-Calédonie et je pourrais citer bien d'autres exemples. Certes, nous n'allions pas jusqu'à appliquer toutes les thèses du courant historique du Pacifique connu sous le nom de « island oriented history », mais nous en tenions compte car le bon sens le commandait. Le bon sens pas le dogme. En fait, moi comme d'autres étions comme M. Jourdain, nous faisons de l'histoire connectée sans le savoir. En quoi étions nous différents ? Par le fait qu'en tant que descendants d'Européens devenus insulaires du Pacifique nous osions affirmer que nous pouvions nous aussi avoir une approche qui ne soit pas européocentrée. Nos relations avec les chercheurs australiens ou néo-zélandais sur ce sujet nous ont beaucoup influencés. En ce qui me concerne, ils m'ont fait comprendre en particulier, qu'il n'y a pas d'un côté les historiens et de l'autre des historiens insulaires. Non, il y a de bons ou de mauvais historiens. En revanche, je crois qu'il y a des insulaires historiens qui, par leur vécu, par leur fréquentation des autres depuis l'enfance, par leur formation peuvent et doivent formuler des approches historiques différentes, originales. En aucun cas, ces approches ne sauraient être supérieures aux approches classiques, comme en aucun cas, elles ne sauraient être inférieures. Si l'on prend l'exemple du bagne, en Nouvelle-Calédonie, dans la conscience collective, la déportation politique ne fait pas partie du bagne et les déportés politiques ne sont jamais confondus avec les bagnards. Alors que, pour les Français de métropole, Louise Michel est souvent le seul lien avec le bagne calédonien, ici, elle n'est pas considérée comme une bagnarde. Il existe donc deux acceptions différentes, deux approches du terme bagne. Traiter du bagne selon l'approche calédonienne est-ce dévalorisant ? Les approches dites locales, régionales, insulaires, pour ne pas dire exotiques, ont longtemps été considérées comme générant un appauvrissement du débat alors qu'elles en sont un enrichissement. Et croyez-moi ceux qui pensent qu'elles sont un appauvrissement sont encore et les plus nombreux et les plus actifs.

Une fois ces données établies, et les dérives néfastes identifiées et écartées, il devrait être possible de s'interroger sur la nécessité d'un récit historique commun. Cette terre où nous sommes venus était déjà occupée par des populations mélanésiennes que l'on présente toujours comme étant divisées mais

dont on oublie les facteurs d'unité, les langues toutes austronésiennes, le cycle de l'igname, l'organisation sociale caractérisée par la nécessaire répartition des pouvoirs et des contre-pouvoirs, la vision du monde, la cosmogonie et leurs relations qu'elles soient guerrières, claniques ou coutumières. Des facteurs assez puissants pour faire « peuple » quand le temps viendra d'imposer par l'action culturelle, Mélanésie 2000 de Jean-Marie Tjibaou, ou par la revendication ou par la lutte armée, les termes Kanak et peuple kanak.

Il y avait une histoire kanak avant l'arrivée des Européens. Demain, si aujourd'hui certains restent réticents ou opposés à l'écriture et l'enseignement d'une histoire commune, il y aura toujours une histoire kanak. Dans cette perspective que devient la rencontre ? Quand Jean-Marie Tjibaou prononce cette phrase définitive : « Notre identité est devant nous », s'adresse-t-il qu'aux seuls Kanak ou aux Kanak qui ont rencontré les autres ou s'adresse-t-il aussi aux autres ? Le fait qu'après Mélanésie 2000, il a alors pour ambition de réussir Calédonie 2000 donne la réponse. Certes on peut toujours se réfugier derrière l'idée que l'histoire et l'enseignement de l'histoire sont et doivent rester étrangers à ce débat, que les historiens pourraient vivre *in vitro*, détachés du siècle, protégés par le splendide isolement d'une tour d'ivoire, mais dans un pays qui traverse une séquence de décolonisation, cette attitude serait illusoire et dangereuse.

Or, pour le moment je vois beaucoup d'insistances à ce que l'histoire calédonienne reste connectée au monde et j'en vois beaucoup moins pour qu'elle soit connectée au monde kanak, au monde océanien. Pour le moment, tout se passe comme si l'obligation de ces connexions devenait moins évidente en deçà de la barrière des récifs. Je n'ometts pas, bien entendu, le fait que l'enseignement de la culture kanak soit enfin assuré à part entière. Cependant, il faut bien constater par exemple que les programmes d'histoire de 5^e arrivent en doublon de cet enseignement qui est déjà dispensé par des enseignants spécialisés. C'est souvent le constat fait par les élèves eux-mêmes.

Il n'y a guère que les guerres qui rendent compte de ces connexions. Les guerres, celles de Kuindo, d'Ataï, de Noël, d'Éloi, d'Alphonse et tant d'autres constituent des pans entiers de la rencontre. Il ne faut pas les fuir ou les édulcorer car ce sont des épisodes qui ont été vécus ensemble, l'un contre l'autre évidemment, mais ensemble. Ce qui me frappe c'est notre incapacité à formuler et à enseigner la notion « ensemble ». C'est d'ailleurs tout le danger d'une histoire qui ne serait que connectée, elle rendrait quasi-impossible une histoire ensemble.

Il peut être à la fois souhaitable et louable de vouloir une histoire où chacun trouve sa place, mais attention une fois cette place trouvée il ne faudrait pas que cela se traduise par : chacun doit rester à sa place. L'histoire s'inscrit toujours dans une dynamique avec une alternance de phases d'accélération souvent courtes et violentes et de longues périodes d'apaisement. En Nouvelle-Calédonie en plus des Kanak, les descendants de ceux qui ont connu le régime de l'engagement ou le bagne ont mis en place les stratégies nécessaires pour ne plus vivre la tête baissée, pour que leurs enfants puissent devenir ou redevenir des

« hommes debout », selon l'expression kanak. Dans notre souci de présenter ces communautés à nos élèves, nous sommes contraints, pour des raisons didactiques, de les faire étudier les uns après les autres ou les uns à côté des autres. Ceci nous conduit à une présentation horizontale de la société calédonienne. Je suis depuis toujours sceptique sur cette façon de procéder parce que cette vision méconnaît une autre analyse plus verticale qui montrerait que cette société était très inégalitaire et qu'elle le demeure à certains égards. Nos programmes devraient faire une place plus large aux luttes syndicales, au mouvement sportif, à l'histoire de l'enseignement et nous attendons sur ce dernier sujet la publication des travaux de Christiane Terrier. Il faut à mon sens multiplier les sujets qui peuvent illustrer ce que j'appelais au début de cet exposé : la rencontre. Or c'est bien dans le monde du travail, dans celui du sport, ou de l'école qu'ont lieu les rencontres et que le terme « ensemble » prend toute sa signification. On pourrait y adjoindre le monde de la création artistique, les artistes étant à mon sens, le seul corps social à avoir pleinement habité l'esprit de l'Accord de Nouméa.

Nous étudions déjà les évolutions politiques, l'indigénat et la fin de l'indigénat, les participations aux deux guerres mondiales mais je crois qu'il faut aller plus loin. Bien des sujets « connectés » pourraient être étudiés avec les élèves. Aux îles Loyauté, en particulier à Maré, le drame de la *Monique* en fait partie mais on pourrait aussi passer par des lieux : une caférie à Koné ou à Canala, la mine du grand-plateau à Thio ou celle de Thiébaghi, le barrage de Yaté, l'usine de Doniambo, autant d'endroits où des Kanak ont travaillé aux côtés d'employés d'origine européenne, d'engagés asiatiques ou d'ouvriers Tahitiens ou Wallisiens. L'histoire d'un grand syndicat l'USOENC par exemple et celle d'un grand patron comme Édouard Pentecost originaire de Maré sont d'autres exemples. Le passage par des personnes qui ont vécu parle aux élèves. Il n'est pas nécessaire que ce soient des gens célèbres et il ne s'agit pas d'en faire des héros à la Vercingétorix ou à la Jeanne d'Arc. Le dossier pédagogique sur le parcours d'un poilu calédonien François Albani et d'un tirailleur kanak Kalepo Wabete est un bon exemple d'autant que François et Kalepo ne combattent pas ensemble puisque François est grièvement blessé en 1916, l'année où Kalepo arrive sur le front : symboliquement un passage de relais. Nous nous méfions trop des « incarnations » mais l'évocation en classe de ces « oubliés de l'histoire » nous permettrait d'illustrer le pays et son histoire. Qui connaît le parcours de Léopold Djiet, de Péto Attiti, d'Edmée Varin pour ne citer qu'eux, parmi ceux qui ont donné leur nom à un de nos collèges ? Qui sait qu'Edmée Varin avait une grand-mère originaire d'une tribu de Pouebo ? Qui sait que Pierre Vernier, maire de Nouméa entre 1929 et 1933, qui a donné son nom à la promenade fréquentée par des milliers de Nouméens, était né à Lifou et que sa maman était fille du chef de Xépénéhé ? Au moment où éclate le scandale de l'exposition coloniale de 1931, les Nouméens ont élu un maire métis kanak. Certes, cela n'enlève rien aux rigueurs de l'indigénat ou à la réalité de la

colonisation. Un contre-exemple n'efface rien, mais il permet de rendre compte que la Nouvelle-Calédonie n'était ni l'Alabama ni l'Afrique du sud.

Lors de la rédaction du manuel de primaire en 1991, nous avons intitulé ces passages : « pour en savoir plus ». J'apprends que dans les programmes du lycée, il est maintenant proposé des « points de passage et d'ouverture » qui répondent à nos préoccupations d'alors, les techniques à la disposition des enseignants en plus.

L'histoire a un rôle social, nous ne devons pas l'oublier si ce n'était pas le cas, les représentants des musées et ceux des archives n'auraient pas été conviés à la conférence de presse annonçant ce séminaire. Ceci m'amène à rappeler aux décideurs que les enseignants ne peuvent pas tout. Il manque à Nouméa en particulier dans les noms de rues ou de places ce que j'appelle une symbolique équitable, qui nous aiderait grandement dans nos cours. De même, il manque une mise en valeur de nombreux lieux de mémoire. Saluons donc le travail de celles et ceux qui à Nouville, Bourail, Térémba, La Foa, Pouembout, Thiébaghi, Thio, Pouebo, Ouanou, la Thy et j'en oublie ont ouvert la voie. Arrêtons-nous un moment sur le projet d'ériger une statue de Jean-Marie Tjibaou et Jacques Lafleur. Voilà une initiative qui va dans le sens de la rencontre que l'on pourrait évoquer en cours et qui pose une autre problématique. Pour le grand public, chacun de ces deux personnages est censé représenter un camp, pour faire simple le Kanak et le Blanc — même si à titre personnel, je me sens plus proche de Jean-Marie que de Jacques Lafleur. Ma génération qui a connu la guerre civile ou les événements si vous préférez, qui en porte encore, au mieux les souvenirs, au pire les stigmates, a du mal à voir ces deux personnages comme formant un tout, un ensemble, même quand ils sont réunis dans une même œuvre. Je ne m'éloigne pas du sujet car ériger une statue, agencer un musée ou écrire des programmes d'histoire ou d'enseignement moral et civique suivis de manuels relèvent de démarches similaires. Elles sont fondées sur l'état des connaissances ou de l'expression artistique ou de la société à un moment donné. Mais en même temps, ces démarches doivent intégrer une dose d'avenir, car souvent pour des raisons financières, plus de vingt ans peuvent s'écouler avant de refaire l'aménagement d'un musée ou de publier une nouvelle édition d'un manuel. Il faut donc que les panneaux des musées ou les chapitres des manuels fassent encore sens dans vingt ans dans un monde où tout va très vite. En tant qu'historien et en tant qu'enseignant nous devons nous méfier d'écrire et de présenter le passé en fonction de l'avenir que nous souhaitons mais nous devons aussi veiller à ne pas transmettre à nos élèves nos propres peurs et nos angoisses qui sont forcément actuelles. C'est plus facile à dire qu'à faire. Aucun de nous n'y échappe, moi le premier. Y échapper n'est pas naturel, c'est un effort qui dépasse souvent nos propres forces et l'avancée en âge n'arrange rien. Mais nous devons avoir conscience que si nous n'intégrons pas une dose d'avenir dans nos approches, nous restreindrons d'autant la liberté de nos élèves et de nos enfants de voir les choses autrement. C'est vrai pour le regard qu'ils porteront dans une génération sur la statue Tjibaou-Lafleur, c'est aussi vrai pour une figure

historique comme celle d'Ataï. Selon ce que nous aurons enseigné, Ataï restera un héros kanak, le héros des seuls Kanak mais il peut aussi devenir un Kanak héros du pays commun. Difficile sinon impossible pour nos générations, plus aisé pour les générations à venir si nous prenons le soin de leur ouvrir le chemin. J'arrive à la fin de mon intervention qui ne devait pas porter sur le présent, sur l'existant. Tous les travaux de ce séminaire se sont déroulés à l'intérieur du cadre existant. Je me suis abstenu de toute observation liée à la pédagogie. Voilà quinze ans que je suis à la retraite, et mon enseignement d'alors, essentiellement fondé sur la transmission d'un savoir et sur la magie du verbe serait aujourd'hui complètement dépassé. Je suis admiratif de tout ce qui est accompli dans nos classes du Primaire à la Terminale, des dossiers pédagogiques produits et aisément consultables sur le site académique Histoire et géographie et du travail remarquable réalisé à l'ESPE et par l'inspection.

A l'époque de la rédaction du manuel de primaire, aux lendemains des accords de Matignon, notre démarche était encore marquée du sceau, non pas du non-dit, mais de ce qui était possible de dire ou de ne pas dire. Votre génération a balayé ces objections d'alors, la notion de sujet-tabou n'est plus décisionnelle. C'est votre conquête et ce n'est pas rien.

Malgré cela, on se rend bien compte qu'il existe un décalage entre la réalité de la production pédagogique et la perception par les parents ou la population de cette réalité. Si ce n'était pas le cas, le comité des sages n'aurait pas eu besoin de faire les interventions qui sont entre autres à l'origine de ce séminaire et je n'aurais pas eu besoin de mettre un point d'interrogation dans le titre de cet exposé après « Vers une histoire commune ». Nous devons être moins frileux, plus assurés dans nos affirmations et dans nos objectifs, nous devons annoncer clairement et assumer pleinement que les programmes doivent viser à la fondation d'une histoire commune à travers l'écriture d'un récit historique commun, une fois les pièges de cette écriture circonscrits et surmontés.

La grande majorité de la population est en attente de cette histoire commune et de ce récit commun. Les résultats du recensement le montrent : à la question « Estimez-vous être Calédonien ? » 82,6% des personnes interrogées ont répondu « oui ». Les métis et les Wallisiens ont dit « oui » à 92 % et les Kanak à 91%. Bien entendu, il ne faut pas en tirer des conclusions trop simplistes. Si l'on avait demandé à ces 91% de Kanak de faire un choix obligatoire entre les termes Kanak et calédonien, ils auraient répondu : Kanak, mais cela signifie que le terme « calédonien » n'est pas vécu (pas encore) comme un terme de rejet par la très grande majorité. L'écriture d'un récit historique commun est donc encore possible et il y a je le répète, une attente de la population. Il m'apparaît néanmoins que ce que nous lui proposons n'est pas suffisamment en adéquation avec les résultats du recensement. Face à la demande, les historiens comme les enseignants en histoire doivent dépasser le principe de précaution et ne pas hésiter à devenir des pionniers et des acteurs de la dynamique de l'Histoire. De plus, il ne faut pas que l'écriture d'un récit historique commun soit dévoyée par des phénomènes de mémoire tyrannique ou de mythification démesurée. C'est à

nous de l'écrire et de le proposer dans le cadre d'une scientificité historique connectée à des récits mémoriels. Tous les peuples ont besoin de mythes mais il ne faut jamais oublier que, « de la mythification à la mystification, il n'y a qu'un h et un s de différence : le h et le s de haute surveillance ».

S'abriter derrière l'axiome édictant que les démarches scientifiques ne doivent pas être conditionnées par la *vox populi*, n'est pas si pertinent dans notre espace-temps car ce que le pays a le moins besoin en ce moment c'est que se dévoile, aux regards de tous, un divorce entre le peuple et ses élites.

Il faut donc à mon sens, aller plus haut, plus loin, plus vite. Le propre de l'historien est d'habiter le temps or, dans la séquence historique actuelle, le temps est ce qui nous manque le plus. Le défi qui est le nôtre est donc d'apporter rapidement des réponses tout en ayant toujours à l'esprit que l'histoire n'est pas seulement un savoir mais un savoir critique.

Je vous remercie de votre patience.